

## ÉDITO

Laurent Gaboriau, Membre du Bureau de l'UGICT-CGT

# Sommet de crise

Il s'appelait sommet social pour devenir sommet pour l'emploi et se transformer en sommet de crise... Quelle crise ? Celle de la dette ou celle dans laquelle ce gouvernement nous plonge un peu plus chaque jour ? Alors, face à l'augmentation du chômage et de la précarité, Nicolas Sarkozy veut apparaître volontariste. Une fois de plus, ce sont les entreprises qui sortent gagnantes de ce sommet avec un dispositif zéro charge pour l'embauche d'un jeune dans les petites entreprises. Ou bien, de proposer de négocier des accords de compétitivité autorisant la baisse des salaires ou l'augmentation du temps de travail au nom de la préservation de l'emploi. Il s'agit de faire ce dont le Medef rêve, porter atteinte à la nature même du contrat de travail. Tous les salariés seront impactés par de tels accords. Les cadres et les techniciens déjà confrontés à la non reconnaissance de leurs qualifications et à des remises en cause incessantes de leur temps de travail seront directement touchés. Les cadres et techniciens ont des attentes fortes sur les salaires, l'emploi, la protection sociale, le temps de travail et la reconnaissance des qualifications. Plus particulièrement pour nos catégories, c'est bien d'un autre mode de management dont il est question, un management tourné vers l'humain et non pas vers les seuls objectifs financiers. Car le décalage entre motivation individuelle dans le travail et démobilité collective dans l'entreprise est flagrant. Redonnons aux salariés un réel rôle contributif pour une véritable démocratie à l'entreprise. A l'occasion de cette période traditionnelle de vœux, nous formulons celui-ci. A bientôt dans les mobilisations !

## SOMMAIRE

### ■ ÉCONOMIE page 2

**Dette privée, dette publique (Intervention de Denis Durand en marge de la Commission exécutive du 19 décembre 2011)**

### ■ FLASH INFOS page 7

**Formation syndicale**

### ■ RETRAITE page 8

**La validation des années d'études et de formation : une urgence économique et sociale**

### ■ SOIRÉE-DÉBAT DE L'UGICT-CGT page 10

**L'explosion du journalisme, une crise d'identité  
Ignacio Ramonet**

# Dettes privées Dettes publiques

« Cette crise est très profonde ». Denis Durand<sup>1</sup> économiste, membre du Conseil économique, social et environnemental, partage l'avis de Jean-Claude Trichet, ex-directeur de la BCE (Banque centrale européenne) et estime qu'elle est la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale et peut-être même depuis la Première. Quelle est la nature de cette crise ?

**Intervention de Denis Durand en marge de la Commission exécutive du 19 décembre 2011.**

À la sortie des Trente glorieuses, dans les années 1970, le système capitaliste est en difficulté. Les profits deviennent difficiles à accumuler, les rendements sont moins bons et les ressorts de la croissance se grippent. Alors que le chômage s'accroît, les récessions deviennent plus récurrentes et plus profondes. Puis, arrive la crise du pétrole préfigurant l'effondrement progressif du système monétaire international. En 1967, la livre sterling avait déjà été dévaluée et en 1976, le cours des monnaies devient flottant, entraînant une baisse du dollar et la mise en cause de l'hégémonie américaine, quelques années après la sortie des USA de la guerre du Vietnam. Tout allait de mal en pis dans le monde occidental. Les politiques économiques réagissent avec les méthodes keynesiennes, largement éprouvées, dont le renforcement du rôle de l'État dans l'économie, notamment dans les circuits financiers : financement de l'agriculture, de l'industrie, pour les petites et moyennes entreprises, pour les marchés de l'État, pour l'exportation. Ces mécanismes ont tourné à plein régime, les plans de relance se sont succédés, mais n'ont pas suffi à restaurer les profits.

Les responsables du monde occidental décident de changer de stratégie et donnent le pouvoir aux marchés financiers, comme au lendemain de la guerre de 1914-1918. Le capitalisme invente un produit qui rapporte : lui-même. C'est la quintessence du système : la recherche de la rentabilité maximale.

À la fin des années 1970, début des années 1980, un certain nombre d'idéologues, alors marginalisés et peu considérés, depuis la crise des années 1930, comme Friedrich Hayek<sup>2</sup>, reviennent à la mode et au pouvoir. Ils ont directement influencé Margaret Thatcher ou encore les collaborateurs de Ronald Reagan. En 1979, Jimmy Carter perd les élections américaines parce que les États-Unis connaissent des difficultés financières et vont « passer la sébile » au Proche-Orient. En 1979, la réserve fédérale décide de gérer les liquidités et fait grimper les taux d'intérêts, provoquant une récession et entraînant un changement de régime de croissance de l'économie. À partir de ce moment, les taux d'intérêt financiers deviennent supérieurs aux taux de croissance de l'économie. Les banques financent, désormais, plus volontiers les marchés financiers que l'économie réelle car l'investissement dans les marchés financiers rapporte plus que la création d'emplois ou encore l'investissement créateur de richesses à plus long terme. L'écart entre le pourcentage de richesse qui revient au détenteur d'obligations d'État et ce que l'économie est capable d'apporter ne cesse de se creuser. À l'époque il est complètement inimaginable qu'un État ne rembourse pas sa dette. Et il est tout aussi inimaginable qu'une multinationale ne paie pas ses actionnaires ou ses banquiers. Pour trouver cet argent, il faut changer les politiques économiques et les gestions d'entreprise. L'entreprise a le choix de ne pas investir dans la recherche ou dans les emplois et d'investir sur le marché financier. Elle peut aussi investir pour supprimer des emplois, réduire son

<sup>1</sup> Denis Durand, économiste, membre du Conseil économique, social et environnemental, secrétaire général du syndicat national CGT de la banque de France.

<sup>2</sup> Friedrich Hayek, né Friedrich August Von Hayek, (Vienne, Autriche, 8 mai 1889 - Fribourg-en-Brisgau, Allemagne, 23 mars 1992) est un économiste et philosophe de l'école autrichienne, promoteur du capitalisme contre le socialisme ou toute forme d'étatisme trop entreprenante et qui ne respecterait pas la Rule of Law. Il a reçu le Prix Nobel d'économie en 1974 pour ses travaux sur la théorie de la conjoncture. (Source Wikipedia)

budget recherche, remplacer les hommes par des machines et favoriser les actionnaires. Ce mécanisme économique touche à la façon de produire des richesses, mais aussi à la répartition de ses richesses. Ainsi, chaque année 7 % de la valeur ajoutée passe de la poche des salariés à celle des actionnaires. Ce basculement a lieu dans tous les pays occidentaux. En France, il débute en 1983 pour s'achever en 1990.

Jusqu'en 1983, le système financier français était un des plus étatiques : les taux d'intérêt étaient réglementés, les banques nationalisées, les services financiers totalement maîtrisés par la puissance publique ; le crédit était totalement encadré. Il existait, à la Banque de France, un bureau, sous la tutelle de Bercy, qui décidait de l'augmentation des crédits à accorder à chaque banque par trimestre. Le contrôle des changes était drastique et s'était encore accentué à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Le système était verrouillé. A partir de 1983, sous la pression du marché financier et de la situation aux USA, le gouvernement libère les taux d'intérêt et banalise les Caisses d'épargne. Puis Edouard Balladur privatise les banques. Les marchés de produits dérivés ne tardent pas à émerger. En 1990, le système financier est complètement libéralisé, le contrôle des changes supprimé. Le libéralisme n'a plus d'entraves, les taux de profits grimpent, mais le taux de pauvreté aussi, surtout dans les pays anglo-saxons. Cependant, ce type de développement, fondé sur les marchés financiers, subit de crises récurrentes. En 2005, à Bâle, la Banque des règlements internationaux (les services d'études les plus compétents au monde), qui regroupe les directeurs des banques centrales, publie une étude : « *Notre système de développement, aujourd'hui, est-il plus vulnérable que par le passé ?* ». La conclusion est sans appel, c'est oui. Si plusieurs types de crises financières existent, l'un d'entre eux, plus particulièrement, résulte d'une augmentation du volume des titres trois fois supérieur à la création de richesses, sur la planète. Et cet argent réclame une rentabilité, c'est capital.

### LA RÉCESSION MONTE INEXORABLEMENT EN 2008-2009

Un volume croissant d'argent exige une rentabilité toujours plus élevée et prélève une part croissante des richesses. Ainsi en 1987, a lieu le plus fort krach boursier depuis la crise de 1929. Les spéculateurs jouaient à la hausse des actions, en empruntant aux banques et le 19 octobre 1987, les actions chutent de 20 %. Il fallait rembourser les banques. La banque centrale étatsunienne a couvert les banques et le dispositif a fonctionné. Il ne s'est rien passé et la croissance a repris de plus belle.

En 1997, le scénario est analogue, mais concerne les économies d'Asie du Sud-Est où il était devenu facile d'aller chercher des profits : Indonésie, Philippine, Thaïlande, Corée etc. Le dollar monte brutalement. Tous ces pays, dont les monnaies sont liées au dollar et dont les économies dépendaient fortement des exportations, voient leurs monnaies s'effondrer. Les capitaux fuient. La crise est générale : plus 20 % de chômeurs en Corée, en quelques semaines. La crise se répand de proche en proche et atteint Wall Street au bout d'un an. La banque centrale intervient alors massivement et relève trois fois ses taux d'intérêt en un mois. Le filet de sécurité commence à craquer sérieusement.

L'histoire se répète, en 2008, avec les subprimes et la spéculation sur les prêts aux ménages américains. Comme un marché s'organisait, tout le monde trouve cela formidable, mais il y a crack des subprimes et faillite des fonds spéculatifs. En Août 2007, la BNP siffle la fin de la partie. C'est la panique générale et au bout d'un an avec la faillite de Lehmann Brother's, d'ING, la plus grosse compagnie d'assurance au monde. La panique bancaire s'abat sur la Grande-Bretagne, sur l'Ecosse.

Pour sortir de cette spirale, il fallait mobiliser 3 000 milliards de dollars, loin des 7 milliards de la précédente crise. Les banques centrales ont dû multiplier les prêts aux banques (par 3 pour les USA, par 2 en Europe). Les plans de relance aux USA ont été massifs, moins en Europe. Le système semble sauvé, mais la récession monte inexorablement dès 2008-2009. Grâce à des plans de relance,

**En 2005, la Banque des règlements internationaux publie une étude : « Notre système de développement, aujourd'hui, est-il plus vulnérable que par le passé ? ». La conclusion est sans appel, c'est oui.**

à l'intervention des banques centrales, grâce à la société de financement de l'économie française, qui a pris des participations dans les grandes banques, les dégâts semblent contrôlables. En 2008-2009, le secteur le plus touché fut l'automobile. La production s'arrête et les stocks de Renault et PSA, qu'il faut financer, deviennent monstrueux. Les multinationales ne s'en sont sorti que parce qu'elles ont bénéficié des aides de l'État, venu au secours du système par tous les moyens. Les banques se sont renflouées et le marché est reparti à la hausse, mais le problème était toujours posé. Un certain nombre de spéculateurs ont perdu de l'argent, certains sont allés en prison. Mais la plus grosse part du capital à la recherche de rentabilité était toujours là. Spéculation sur le pétrole, sur les matières premières et de nouveau sur les actions... Il reste à spéculer à la baisse sur la dette publique des États et tout particulièrement ceux qui manifestent une faiblesse. L'histoire de la Grèce, pays qui avait une mauvaise réputation financière, est exceptionnelle. En 2001, la commission européenne et la BCE autorisent la Grèce à rentrer dans la zone euro. A partir de cet instant, les taux d'intérêts grecs s'alignent sur les taux allemands. Jusqu'en 2007, tout le monde fonctionne comme cela, pas seulement les agences de notation. L'écart commence à se creuser au moment de la crise des subprimes. Fin 2009-début 2010, ils explosent. La Grèce devient incapable de se refinancer sur les marchés financiers. Le système s'est tellement emballé que plus personne ne peut plus le contrôler.

## LE DOLLAR MENACÉ

*« Je ne sais pas jusqu'où va aller la crise de la dette publique, j'espère que l'on va sauver l'Euro. Après l'épisode Euro, ce sera le tour de la Grande-Bretagne demain et après celui des États-Unis, le pays le plus endetté au monde avec sa dette publique, mais aussi une dette privée. Les USA empruntent, chaque année plusieurs centaines de milliards à l'étranger. Ce pays importe deux fois plus qu'il n'exporte. Le monde accumule comme un énorme trou noir et un jour quelqu'un va s'inquiéter de savoir si les États-Unis peuvent rembourser. Est-ce que les 1 500 milliards de réserves de change chinois vaudront encore quelque chose ? Ce jour-là, il y aura une spéculation contre le dollar. Si le dollar s'effondre toutes les autres monnaies définies par rapport au dollar s'effondrent aussi. La paix dans le monde sera menacée ».*

## LES SOLUTIONS METTENT EN CAUSE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Le capitalisme est un marché de l'argent, il est en crise et on peut penser qu'il n'y a pas de pilote dans l'avion. Même Goldman Sachs n'arrive pas à maîtriser la situation. Mais c'est aussi un marché des biens et des services qui ne marche pas très bien. La gestion capitaliste des ressources naturelles conduit à l'échec de Durban. La catastrophe écologique est inéluctable si on ne change pas les critères. Que va-t-on produire ? Sur quoi va-t-on produire, Sur quoi économise-t-on ? N'est-il pas temps d'économiser sur les ressources naturelles et d'investir sur l'éducation, la santé ? Le capitalisme ne peut pas répondre à ces questions, il n'est pas fait pour cela. C'est une machine à accumuler le maximum de profits. Le marché du travail est en crise sur le plan international et on en est au point de se chamailler comme dans une cours de récré entre les premiers ministres français et britannique. Comment voulez-vous avoir confiance dans un système qui ne peut pas empêcher des gamins de télécharger sur internet gratuitement ? Les fondements mêmes de l'économie de marché sont en question.

Les solutions mettront en cause l'économie de marché et donc l'économie capitaliste. Le cahier revendicatif de la CGT donne des pistes : sécuriser les emplois, sécuriser les parcours professionnels, obtenir de nouveaux droits dans l'entreprise, ne jamais passer par la case chômage. Il s'agit aussi d'imposer de nouveaux critères écologiques et de mobiliser des moyens pour assurer ces choix. Si nous choisissons d'embaucher dans les écoles pour former les générations futures, rendre les gens plus intelligents et les travailleurs plus efficaces, il faut

**Les fondements mêmes  
de l'économie de marché  
sont en question.**

financer les infrastructures comme les collèges... Il faut aussi exiger des banques centrales qu'elles utilisent leur pouvoir de création monétaire, sur des investissements qui répondent à des critères très précis de développement de l'emploi et de création de valeur ajoutée dans les territoires. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde, sauf la Bundesbank, pour que la BCE crée de la monnaie pour assurer la paix civile. Mais si c'est pour continuer à financer des exonérations de cotisations sociales, des niches fiscales et des subventions au profit, ce n'est pas la peine, on ne sortira pas de la crise. Il faut pouvoir maîtriser les critères qui permettront de créer cet argent.

Seul, l'État ne pourra résoudre l'ensemble des problèmes. Pour sortir de la crise précédente, il a fallu étatiser les banques, notamment les banques centrales. En son temps, le gouvernement du Front Populaire avait instauré le droit syndical dans l'entreprise, retiré le pouvoir au conseil de régence sur la Banque de France pour le donner au gouvernement. Ce fut un échec. Mais ce fut un succès à la Libération où l'on a nationalisé la Banque de France, la BNP, la Société Générale, Renault... L'État a repris la main en sachant où investir. Le plan Monnet a donné le LA : il fallait de l'acier, du charbon, commencer à fabriquer de l'énergie nucléaire... Aujourd'hui, c'est plus compliqué. Si l'on veut mettre l'argent au bon endroit, il faut demander l'avis du citoyen. C'est révolutionnaire, mais on arrive à trouver des consensus sur des sujets assez étonnants. Les patrons sont même d'accord en ce qui concerne la dictature de la finance. Ils proclament qu'il est insupportable d'être opprimé par leur banquier. Mais le point sur lequel il n'y a jamais de consensus, c'est le pouvoir dans l'entreprise. C'est une des questions qui reste posée aux syndicalistes.

#### Questions

**Les subprimes ? Le poids de la dette grecque ? La perte de la souveraineté en 1973, lorsque Valéry Giscard d'Estaing décide des statuts de la Banque de France et oblige les États à emprunter auprès des marchés ? Une logique de « gosplan du profit » avec une planification du profit en amont de toute activité économique est-elle appliquée ?**

#### Denis Durand

**« Il y a deux points communs entre la dictature de la finance et celle du « gosplan »,** ces dictatures sont violentes et illégitimes dans les deux cas. Les dirigeants de Goldman Sachs deviennent des dirigeants de pays démocratiques. Deuxième point commun : ça ne marche pas.

**La référence à 1973 n'est pas fausse,** le trésor public avait un compte à la banque centrale. Quand il était à découvert, la banque centrale finançait automatiquement. **La dette publique a un sens si elle sert effectivement à développer les richesses.** Et si elles ne sont pas au rendez-vous il y a un problème. Giscard n'a fait qu'encadrer les prêts à l'État. **Le grand tournant a été l'article 104 du traité de Maastricht qui interdit aux banques centrales de prêter le moindre centime à une collectivité publique.**

A la veille du traité de Maastricht la dette publique s'élève à 35 % du PIB. L'explosion se produit à la signature du traité. La politique de critères de convergence a ralenti la croissance. Le rapport avec la dette augmente beaucoup, à une époque où les taux d'intérêts sont supérieurs aux taux de croissance de l'économie. La mise en place des critères de Maastricht a déclenché la machine infernale.

**En ce qui concerne la Grèce,** elle ne représente que 2 % de la zone euro, mais les petites causes peuvent parfois avoir de grands effets. L'hypothèse même de la sortie de la zone euro est monstrueuse, car elle n'a pas été prévue. Ainsi, les Suédois depuis 20 ans s'organisent pour ne pas respecter les critères et entrer dans la zone euro. Les Anglais et les Danois ont obtenu des clauses particulières. Il y a aussi la crainte d'un effet de contagion. La Grèce a été attaquée, car c'est le point faible de la zone euro.

**Par où commence-t-on, comment faire progresser la société et quel débat public ?** Je prends un exemple révélateur. Si l'on veut sortir de la zone euro, il faut que la banque centrale européenne finance directement les dépenses publiques.

**La mise en place des critères de Maastricht a déclenché la machine infernale.**

Il faut changer les traités, sans compter l'élaboration des conclusions et les ratifications dans 27 États, dont une demi-douzaine avec référendum... Deux ans minimum. **En revanche, il y a un autre moyen de procéder. Les luttes sociales sont à l'origine de tout.** Il faut identifier des projets, obtenir des soutiens par la validation d'autorités locales régionales, nationales et si l'on obtient la création d'un pôle financier public, dans ce cas on peut se tourner vers la banque centrale européenne pour lui demander un crédit à taux zéro. La BCE va le faire et un mouvement favorable à la révision des traités va se développer.

#### Questions

**Le socle de production de richesses est très mal en point. Le Rôle du CESE et sa culture de compromis. Y-a-t'il des solutions radicales ? Le cahier revendicatif de la CGT ? Comment imposer le changement des critères de l'économie de marché ? Comment convaincre que l'on peut faire autrement et par quel bout prendre le problème ? Il faut désobéir aux traités actuels pour les contourner et obtenir leur révision. L'Argentine s'est déclarée en faillite et la vie a continué.**

#### Denis Durand

**La radicalité, c'est la cohérence entre des mesures partielles, à portée de main comme la retraite à 60 ans.** Quand Sarkozy est confronté à un rapport de force, il fait des compromis, sauf l'année dernière où il a soutenu les marchés financiers. Il faut bien financer les retraites, les séjours à l'hôpital etc. Notre système a été capable de développer des grands projets sociaux. Comment se fait-il qu'aujourd'hui, avec les mêmes règles, il ne soit plus capable de financer les progrès sociaux ?

**Une des réponses est qu'un système fondé sur la rentabilité privée ne correspond plus à une société qui a subi d'importantes transformations :** on veut une part de gâteau plus grosse pour les travailleurs, mais cela ne suffit pas. Il faut que le gâteau soit plus gros, mais il faut plus de création de richesses, il faudra plus d'emploi, mais on va détruire l'environnement... Donc il faut changer la recette du gâteau et probablement changer de pâtissier. Il y a donc une cohérence entre les objectifs sociaux que le système est capable d'atteindre.

**Le CESE permet d'avoir des débats, un dialogue entre représentants de la société et différents courants.** Le plus évident c'est la révolution écologique. Aujourd'hui, l'humanité a une influence directe sur la nature et les conditions de vie. Ce que nous en faisons est-il compatible avec l'existence de 7 milliards d'êtres humains, 9 demain ? Pour la première fois, la question est posée à l'humanité de façon concrète. Malheureusement, c'est l'échec de la prise en compte de cette réalité concrète. Les réponses pour lutter contre le réchauffement climatique sont à portée de main : notamment la multiplication des emplois qualifiés. Ce qui suppose aussi une autre façon d'organiser la production. Quels sont les axes proposés pour entrer dans un nouveau système ?

**L'exemple argentin :** l'activité économique s'est arrêtée, les argentins ont basculé dans la pauvreté. Les usines ont été occupées et elles tournaient, en attendant que l'économie reparte. Ils ont déclaré qu'ils ne payaient pas la dette, mais il leur restait à financer les investissements. Il fallait trouver un autre moyen que l'appel aux marchés financiers. Avant la dette, ils recevaient de grandes quantités de capitaux, mais ils avaient un très mauvais dispositif de financement des PME.

**On peut désobéir aux traités européens, mais que fait-on à la place ?** Pour symboliser la construction européenne au stade où elle en est, on peut dire qu'on se trouve en train de patauger dans un marécage. On peut en sortir, mais ce n'est pas pour cela que l'on sera au bon endroit. Il faut construire l'alternative au système, ce qui me paraît plus radical que de dire je ne suis pas d'accord avec les règles d'aujourd'hui.

#### Questions

**Est-ce que la BCE peut refinancer des banques quand le prêt correspond à des créations d'emplois quitte à contourner certaines règles ?**

**Une des réponses est qu'un système fondé sur la rentabilité privée ne correspond plus à une société qui a subi d'importantes transformations.**

**Quel peut être le rôle politique d'un gouvernement ? Et le Refus de la Bundesbank ? Comment financer des secteurs improductifs ? On tourne autour du pot, mais on ne solutionne pas le problème. Quid du budget participatif des collectivités territoriales ? Les dépôts font les crédits ou les crédits font les dépôts ?**

*Denis Durand*

**Dans un livre écrit, il y a 6 ans, j'insistais surtout sur le financement des entreprises. Et sur la problématique de la dette publique.** L'essentiel reste le choix des critères de création de monnaie. Les banques publiques peuvent servir à développer les emplois des services publics. Il est plus difficile, pour la BCE, d'aider les banques publiques que les banques privées. Mais la BCE a déjà beaucoup évolué dans sa doctrine pour le financement des banques privées. Elle demande des garanties sous deux formes : soit des titres de la dette publique, soit des titres qui représentent des crédits à des entreprises. Si elle crée de l'emploi c'est oui, si elle spéculé c'est non. Si elle fait de la recherche, elle peut avoir droit à des facilités etc. C'est techniquement possible. Pendant la crise, la BCE a assoupli ses critères car les banques ont trop eu besoin d'argent. En ce qui concerne la dette publique, la BCE peut acheter des titres d'État si celle-ci a déjà été achetée (marché secondaire). Elle devra bientôt acheter de la dette à l'émission. Pour le moment elle ne peut pas le faire en le disant. **L'identité de l'Allemagne c'est le Deutschmark qui a été un instrument de puissance pour le capital allemand.** Ce modèle-là perdure et est en train de détruire l'Europe, contre leur propre marché car l'Allemagne exporte massivement en Europe et va finir pas tuer la poule aux œufs d'or.

**La question des crédits essentielle.** C'est bien les crédits qui font les dépôts. Ainsi, 90 % des crédits proviennent des comptes en banque et 10 % de la banque européenne. La grosse masse de la création de monnaie se fait dans les banques sous forme de dépôts. On peut se demander si la création d'argent à partir de rien est réellement créatrice de richesses. Aujourd'hui, les banques créent de la monnaie et comme il est très dangereux de créer de la monnaie, il faut que la banque puisse convertir en argent de bonne qualité, réel. Tout ce pouvoir est entre les mains d'une centaine de personnes.

**L'argent créée par les banques peut-être soumis à d'autres critères qu'à celui de la rentabilité maximale.** On peut moraliser les banques pas le marché. On pourrait imaginer des banques sociales où la création monétaire répondrait à des besoins sociaux. Au XIX<sup>e</sup> siècle, cette idée a été à l'origine de la création des banques mutualistes. Il peut y avoir une révolte des sociétaires. ■

## FLASH INFOS

### Formation syndicale

Inscription ouverte pour :

- ▶ Stage technique sur les retraites du 12 au 16 mars 2012
- ▶ Stage nationale du 16 au 20 avril 2012

Renseignements et inscription : [f.tatot@ugict.cgt.fr](mailto:f.tatot@ugict.cgt.fr)

# La validation des années d'études et de formation : une urgence économique et sociale

Entrée de plus en plus tardive dans la vie active, contrats précaires, le plus souvent, pour les premières années de travail. Pour bénéficier d'une retraite complète, les salariés devront travailler, de fait, plus en plus longtemps. Même le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) le reconnaît. La validation des années d'études et de formation devient une urgence.

**D**epuis la création de la Sécurité sociale en 1945, l'accès au droit à retraite dès l'âge de 60 ans, sans abattement sur le montant de la pension, a toujours été soumis à la condition de pouvoir justifier d'une carrière « complète ». Par le fait même, il n'a jamais été accessible à tous. Jusqu'en 2003, une carrière était dite « complète » dans le secteur public si elle comportait une durée de cotisation d'au moins 37,5 années. Elle était dite « complète » dans le secteur privé si elle comportait une durée de cotisation d'au moins 30 années en 1945, d'au moins 37,5 années à compter de 1973 et jusqu'en 1993.

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, que ce soit pour la Fonction publique ou pour le secteur privé, la durée de cotisation exigée pour l'obtention d'une retraite sans abattement sur le montant de celle-ci est de :**

- ▶ 40 ans et 9 mois pour les salariés nés entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 1951 ;
- ▶ 41 ans pour ceux nés en 1952 ;
- ▶ 41 ans et 3 mois pour ceux nés en 1953 et 1954 ;
- ▶ 41 ans et 6 mois pour ceux nés en 1955 ou plus tard... pour l'instant car cette durée de cotisation est, en l'état actuel de la législation, indexée sur l'allongement de l'espérance de vie moyenne à 60 ans.

**Quant à l'âge d'ouverture du droit, il est déjà aujourd'hui de :**

- ▶ 60 ans et 9 mois pour les salariés nés en 1952 ;
- ▶ 61 ans et 2 mois pour ceux nés en 1953 ;
- ▶ 61 ans et 7 mois pour la génération née en 1954 et il passera à 62 ans à compter de la génération née en 1955.

On le voit, la législation actuelle va rendre rapidement inaccessible pour la très grande majorité des salariés le droit à une retraite pleine et entière dès l'âge de 60 ou même 62 ans. La définition en vigueur de cette notion de carrière complète est donc devenue totalement incompatible avec la situation actuelle et les évolu-

tions en cours du monde du travail et de la société elle-même. Elle fait obstacle à l'aspiration de l'immense majorité des salariés à pouvoir partir en retraite dès l'âge de 60 ans (à partir de 55 ans ou même plus tôt pour certaines professions) avec un montant de pension assurant la continuité de leur niveau de vie au moment de la cessation d'activité. Il faut donc s'atteler à un travail de redéfinition pour permettre cet accès à tous les salariés quel que soit par ailleurs leur parcours entre 18 ans (âge souhaitable, possible et nécessaire de fin de scolarité obligatoire) et 60 ans. Au demeurant, l'âge moyen d'accès à un premier emploi - le plus souvent avec un contrat à durée déterminée (CDD) et donc, par définition précaire - est aujourd'hui de 23 ans dans le secteur privé et de 25 ans dans la Fonction publique. Quant à l'âge moyen d'accès à un emploi stable permettant d'espérer valider l'intégralité de la carrière restant à effectuer, il se situe autour de la trentaine... Comment dans ces conditions, un salarié peut-il espérer valider au cours de sa carrière ne serait-ce que 37,5 années d'assurance à 60 ans ? La Lettre du Conseil d'Orientation des Retraite de janvier 2012 ne laisse planer aucun doute à ce sujet : « *la génération née en 1970 a validé 30 trimestres à l'âge de 30 ans contre 38 pour celle née en 1950* ». En conséquence pour valider au moins 166 trimestres, il lui faudra aller au moins jusqu'à 64 ans ! Il faut par ailleurs, pour interpréter correctement ces données, tenir compte qu'il s'agit d'une moyenne ; ce qui veut dire qu'au sein de cette génération, certains auront validé nettement plus de 30 trimestres mais qu'à *contrario* d'autres en auront validé nettement moins !

### **CARRIERE COMPLETE : QUELLE NOUVELLE DÉFINITION ?**

La CGT et l'UGICT-CGT demandent une redéfinition claire de cette notion sous la forme suivante : « *une carrière de salarié sera considérée comme complète dès lors qu'elle ne comportera à compter de l'âge de 18 ans et jusqu'à l'âge de 60 ans que des périodes de formation - validées par un diplôme ou une attestation en bonne et due forme - des périodes d'activité, c'est-à-dire d'exercice d'un travail salarié ou des périodes d'inactivité forcée : maladie, inaptitude temporaire au travail, invalidité, recherche d'un premier emploi, chômage indemnisé ou non, de courte ou de longue durée* ».

Seules les périodes d'« *inactivité* » choisies pour convenance personnelle par le salarié ne seront pas alors validées au titre de la retraite. Le droit à une retraite pleine et entière dès l'âge de 60 ans deviendra alors accessible à tous les salariés sans exception sous la seule condition d'être resté « *actif* » au sens ainsi défini de leur sortie du cycle d'études secondaires jusqu'à l'âge de 60 ans.

### **UNE TELLE CONCEPTION DE LA « CARRIERE COMPLETE » IMPLIQUE LA VALIDATION DES ANNÉES D'ÉTUDE. MAIS QUOI DE PLUS LÉGITIME ?**

Dès lors que les employeurs et le développement économique du pays exigent un haut niveau de formation initiale, les études supérieures deviennent un préalable nécessaire à toute insertion professionnelle. Bien que non rémunérées à quelques exceptions près (École polytechnique, École normale supérieure par exemple), elles constituent un réel travail indispensable au développement du pays qui doit être reconnu comme tel pour la constitution des droits à retraite.

**Il s'agit donc d'une mesure de justice sociale mais aussi d'efficacité économique, en ce qu'elle empêche le parcours de formation initiale de réduire l'espérance de vie à la retraite : une telle perspective pourrait en effet dissuader une partie de la jeunesse de suivre des études longues ce qui irait à l'encontre du développement du pays.**

### **POUR UNE CARRIERE COMPLETE AINSI DÉFINIE**

Le montant de la pension sera alors calculé sans décote ni proratisation autre que celle résultant de l'appartenance successive à différents régimes de base. Si le salarié a interrompu ses « *activités* » au sens défini plus haut durant par exemple deux ans, il aura le choix entre faire liquider sa retraite à 62 ans ou partir à 60 ans

mais alors avec un abattement sur le montant de celle-ci calculé de telle sorte que la neutralité financière de l'opération soit assurée pour le ou les régimes de retraite dont il dépend et qui, en conséquence, lui verseront sa pension.

Complétée par une réforme du mode de calcul des pensions permettant de prendre en compte pour les carrières dites « mixtes » (public-privé) la totalité de la carrière pour la détermination du salaire de référence servant de base au calcul de la pension dans chaque régime (non pas comme aujourd'hui la seule partie de carrière relevant de ce régime), elle permettrait en outre de mettre fin aux inégalités de traitement dont sont victimes aujourd'hui de nombreux polypensionnés, inégalités qu'ils découvrent souvent avec stupeur, indignation et... impuissance. Au-delà, cette redéfinition de la carrière dite « complète » est en parfaite cohérence avec le concept défendu par la CGT de Sécurité sociale professionnelle pour l'ensemble des salariés tous secteurs d'activité confondus. ■

## SOIRÉE-DÉBAT DE L'UGICT-CGT

# L'explosion du journalisme, une crise d'identité

*« Pour Ignacio Ramonet, la presse traverse aujourd'hui une crise d'identité sans précédent avec un internet omniprésent, devenu à lui-seul le média universel et permanent. En imposant l'immédiateté comme critère à l'information, c'est, non seulement toute la presse qui est ébranlée, mais aussi le métier de journaliste ».* C'est ainsi que nous présentons le livre d'Ignacio Ramonet en Octobre dernier dans le premier numéro *Cadres Infos Livres @ Documents*. Nous ne pouvions faire moins qu'inviter l'auteur de « *L'explosion du journalisme* » pour une rencontre au cours d'une soirée-débat.

*« Le web est une météorite qui s'est abattue sur la planète information »* attaque l'ancien directeur de la rédaction du *Monde Diplomatique*. On sait ce qu'il advint des dinosaures quelques temps après l'impact, dans la péninsule du Yucatan.

L'auteur affirme que, à tout le moins, nous vivons la plus grande révolution de l'information depuis l'invention géniale de l'imprimerie attribuée à Gutenberg en 1440. Et le web rassemble tout, texte, son, images, bousculant les médias spécialisés et leurs machines, rendant déjà obsolète le concept de multimédia. Signe des évolutions en cours, Kodak vient de déposer le bilan en ce début d'année 2012. Mais la fin de Kodak annonce-t-elle la fin des photographes ou du cinéma ? Sans doute pas. De son côté, la presse papier subit les conséquences de ce nouveau venu (1989). Des journaux ferment et/ou développent leur version web. Mais les publications électroniques restent en quête d'un modèle économique viable, à l'instar de *Mediapart* ou de *Rue89*, qui peinent à trouver leur équilibre. En redéfinissant ainsi les médias, on redéfinit aussi les pouvoirs. Ce qu'on a coutume de qualifier de « quatrième pouvoir », la presse, était entre les mains de dépositaires d'idéologies bien identifiées. Aujourd'hui, la multiplication des sources permet à certains d'avancer masqués ou simplement de brouiller les cartes. Mais d'où parlent tous ces informateurs ?

Pour Ignacio Ramonet les journalistes sont en pleine crise identitaire « *tout le monde*

est journaliste sur le web ». Pourtant, « dans journaliste, il y a journal et analyste », décortique notre invité, admettant que la fonction même du journaliste ne se réduit pas à exposer des faits. Cette règle fut longtemps enseignée dans toutes les bonnes écoles et martelée aux impétrants plumeurs dans toutes les rédactions : « des faits, toujours des faits, rien que des faits ». Mais les faits sont-ils la vérité ? Dans la presse anglo-saxonne apparaissait alors un repère inébranlable, à peine éraflé par le nouveau journalisme Gonzo et la subjectivité érigée en méthode d'enquête, tout droit importé des États-Unis, représenté en France par *Actuel* et *Libération* dans les années 1970-1980.

Si sur le web tout le monde peut être journaliste, avec le web tout le monde a accès à l'information. Jamais, nous explique Ignacio Ramonet, il n'a été aussi facile d'être informé, jamais il n'a été aussi aisé de construire une information, jamais, l'information n'a circulé aussi vite. On peut légitimement s'interroger, sur le temps réel. Le temps réel ne tue-t-il pas l'information ?

L'exemple de Wikileaks est sans doute appelé à devenir un cas d'école. Au nom de la démocratie, les deux séries de télégrammes, la première sur la guerre des américains au Moyen-Orient et une autre sur la politique étrangère de Washington, lancée sur le site valent à son créateur, Julian Assange, les foudres de tous les acteurs de l'information. Il est même accusé de viol, ou de « sexe par surprise », en Suède. De toutes les façons, il devient l'homme à abattre par tous les moyens. « Les médias ont voulu tuer Wikileaks », constate Ignacio Ramonet. Mais la masse d'informations jetée sur Wikileaks, n'a qu'une valeur d'affichage pour les non spécialistes, même journalistes. Et les accords passés avec les principaux quotidiens mondiaux comme le *New York Times*, *Le Monde*, *El País* ou *Der Spiegel*, mobilisent des staffs de centaines de journalistes avec pour mission de trier, d'organiser, de mettre en perspective cette manne informe, redonnant ainsi leur rôle aux journalistes.

Ignacio Ramonet aborde alors la question de la démocratisation de l'information de masse, de l'illusion de sa démocratisation, du risque de la communication de masse. Pour lui « Ce qui se produit sur le web, c'est du commentaire, du commentaire de commentaire, qui entretient une confusion permanente [Ndlr : entre information et communication], c'est une tautologie ». Son message est clair : restons vigilant si nous ne voulons pas que le web devienne « le café du commerce à l'échelle planétaire ». « Mais la société pour être démocratique aura toujours besoins d'un journalisme libre » affirme-t-il. ■

## BLOGGEURS ET FERMES DE CONTENU : LES NOUVEAUX BRISEURS DE GREVES

« En 2009, la direction du *Journal de Montréal*, au Québec, a voulu mettre en œuvre une politique d'austérité incluant, entre autre, une forte augmentation du nombre d'heures de travail pour les journalistes de sa rédaction, qui ont déclenché une grève. Un lock-out a été décrété par son propriétaire, qui fit appel à tous les bloggeurs pour faire le journal. Le *Journal de Montréal* est ainsi paru sans la contribution d'aucun journaliste. Les ventes ont progressé, la publicité est revenue. Le journal se portait mieux. Au bout de 36 mois, la grève a cessé. Les journalistes se sont rendus et ont été obligés d'accepter un accord encore plus dur. La direction a imposé un véritable dumping social ». En nous racontant cette histoire Ignacio Ramonet attire notre attention sur un type de conflit qui risque de se répéter. « Les syndicats seraient bien inspirés de s'y référer et d'étudier ce cas d'école » prévient-il. Sans parler des journalistes des fermes de contenus, nouveau type d'agence de presse où le rédacteur n'est payé qu'au nombre de clics sur les liens publicitaires que contient le texte de son article. A méditer...

Ignacio Ramonet, fut critique aux Cahiers du cinéma, à *Libération*. Il entre au *Monde* diplomatique en 1973, devient directeur de la rédaction, président du directoire et directeur du journal jusqu'en mars 2008. Fondateur d'Attac.